Mardi 27 septembre 1977 – No 735

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

La bataille politique de 78 est bel et bien engagée . Les marxistes léninistes sont actifs au coeur de cette bataille qui se livre-entre prolétariat et bourgeoisie– Non pas dans les coulisses des états-majors du PCF, du PS ou de la majorité, mais à l'atelier , au bureau, dans les villages.

Que disent les travailleurs à propos de cette union de la gauche qui se déchire ?

Comment sont appréciées les explications et les propositions des comunistes marxistes- léninistes ?

Voilà sur quoi il vous faut écrire amis lecteurs, comme l'a fait ce camarade de Paris-Brune dont nous publions ici la lettre .

Le contenu de cette lettre constitue un exemple de l'attitude que nous marxistes léninistes, préconisons face aux divisions de l'union de la gauche : Refuser d'être la force de manoeuvres du PS comme du PCF et appeler les travailleurs à ne compter que sur eux mêmes pour imposer leur volonté et renverser la bourgeoisie.

La situation est excellente, plus que jamais il faut oser critiquer le révisionnisme devant les travailleurs !

DES COUPS AU CRI DE «UNION !»

Ça s'envenime entre la direction du PCF et celle du PS. Jamais on n'avait tant parlé de l'Union ; jamais on ne s'était attaqué avec autant de véhémence. Le PCF en particulier essaye d'enrôler tout ce qu'il peut entrainer sous sa bannière. C'est ainsi que Séguy a essayé de forcer la main à Maire pour obtenir l'appui de la CFDT contre le PS.

Cela a suscité la réaction d'Edmond Maire bien connu pour ses liens avec Mitterrand. De son côté, le vieux politicien Gaston Defferre a protesté samedi contre les manifestations organisées la veille à Paris par le PCF devant le siége du Parti socialiste.

A la suite de cette déclaration, le secrétariat du CC du PCF a appelé ses militants à ne plus faire de délégation et a accusé Defferre de se livrer à des provocations... comprenne qui pourra !

En même temps, Georges Marchais veut organiser une grande campagne. C'est ainsi qu'après avoir fait distribuer massivement toutes sortes de proclamations il fait tirer lundi une Humanité spéciale à 6 millions d'exemplaires.

Toute cette activité fébrile cache en fait une grande faiblesse. Marchais est «coincé» comme il l'a dit sans honte, le PCF n'a pas de stratégie de rechange : autrement dit, le PCF n'a pas d'autre solution que l'alliance électorale avec le PS. Et chacun remarque que le PS lui, dispose de solution de rechange à l'Union de la gauche avec le PCF. En général, c'est le grand problème qui s'est posé à la presse bourgeoise ces derniers jours. Pourquoi Marchais a-t-il été à la rupture, pourquoi a-t-il formulé des exigences nouvelles par rapport à 1972 ?

Plusieurs journalistes français et étrangers évoquent des pressions de l'URSS

Celles-ci chacun le sait, sont réelles. Moscou a des moyens de pression y compris à l'intérieur-même du PCF, et en matière de politique étrangère et de défense nationale la ligne du PCF est incontestablement profitable aux intérêts du Kremlin. Cependant, ce serait réduire le problème que de l'envisager sous cet angle unique . En fait il ne faut pas oublier que la direction du PCF a voulu enrayer ce courant de défiance profond qui se développait à son égard : cela fut clair lors des «municipales». La direction du PCF avait donc besoin de se présenter en défenseur des intérêts ouvriers : d'où ses paroles enflammées. En fait, comme pour lui il n'y a pas de «stratégie de rechange» au bulletin dans l'urne,

Marchais est condamné à marchander avec Mitterrand sur le dos des travailleurs pour obtenir au moins un bout de pouvoir.

1917 — 1977

Octobre aujourd'hui

RASSEMBLEMENT NATIONAL

A l'occasion du 60e anniversaire de la Révolution d'Octobre

Le 6 novembre 1977
de 13 H à 22 H

à la Mutualité rue St-Victor
Métro Maubert-Mutualité
Organisé par

l'Humanité Rouge

• PTT — Paris-Brune

L'Union de la gauche dénoncée

Le vendredi 23 septembre, les travailleurs de la brigade B sont informés dans les divers services qu'une prise de parole des syndicats, sur le problème des effectifs, parait-il, aura lieu à la cantine pendant la pause de 16 h.

Mais à la cantine, il s'agit de tout autre chose que de revendications et de lutte. Les dirigeants CGT font la lecture d'un communiqué du syndicat CGT des bureaux-gares, pour le faire approuver par les postiers de Brune. Manipulation sordide qui consiste à :

– utiliser nos revendications, dont se foutent totalement ces messieurs, du moins les caciques des partis bourgeois de gauche et des syndicats inféodés à ces partis ;

– utiliser la couverture de la CGT pour faire passer, en fait, les positions du PCF et la camelote capitaliste du Programme commun, des nationalisations et de la «démocratisation de l'administration».

Cette lecture, à l'évidence, n'attire pas une attention soutenue des travailleurs présents, notamment chez les Antillais et Réunionais, mais suscite, par contre, des remous à la table du CERES (tendance du PS dominante à Brune)...

Puis on passe au vote.

POUR : Des mains se lèvent à peine le tiers, voire le quart des présents, mais ce n'est vraiment pas la conciction qui les soulève, à part les responsables du PCF (et encore ?) ;

CONTRE : Une main (au moins) se lève. L'opposant explique aussitôt son vote : «Les nationalisations en régime capitaliste n'apportent strictement rien aux travailleurs ; elles n'ont de sens que quand les travailleurs ont renversé le capitalisme.» Intervention qui jette un froid chez les porte-paroles de la «gauche» et provoque la surprise, mêlée d'approbation, de la masse des travailleurs.

ABSTENTION : Quelques mains se lèvent, plus nombreuses que d'habitude lors de ce genre de vote ; il s'agit des militants du PS. L'un d'eux (conseiller municipal de Sarcelles) prend le micro : «J'interviens au nom du PS...»

– Quelle tendance ? (table du PCF).

Puis, l'intervenant continue et justifie l'abstention en défendant les positions du PS sur les nationalisations, malgré l'obstruction pratiquée par les leaders du PCF.

Bien entendu, dans la salle, c'est les sourires, les rires ironiques et l'amusement devant le spectacle gratuit donné par les malheureux figurants locaux de la grande pièce jouée la veille par les Marchais, les Mitterrand, les Fabre... Un leader PCF saute à son tour sur le micro : «J'interviens au nom du PCF...». Il déclar,e, indigné, que les négociations sont rompues à cause du PS et se lance dans un vibrant discours sur le Programme commun, son actualisation version révisionniste et les promesses sociales qui, dit-il, ne pourront pas être tenues sans la victoire des positions du PC : «Pas de changements véritable, pas de..., pas de... etc.) sans...» «La Révolution !», crie une voix de la salle, avant qu'il termine sa phrase, le faisant blêmir et perdre tous ses effets et déclenchant les rires de l'assemblée. La pagaille et les chicanes entre PC et PS continuent encore quelques einstants. Puis un des travailleurs présents se lève et déclare de se table : «J'interviens au nom du PCMLF. Le Programme commun est un programme bourgeois. Sans le pouvoir, sans le socialisme, les travailleurs n'auront RIEN. Le seul changement véritable, on l'aura par la REVOLUTION PROLÉTARIENNE et la DICTATURE du PROLÉTARIAT. Et tout le reste, c'est du bla-bla-bla !» Vives réactions d'approbation des travailleurs et fin de la pause dans le tumulte et le désarroi chez les partisans du Programme commun, dont beaucoup perdent d'ailleurs, et rapidement ces jours-ci, leurs illusions. Certains se tournent désormais vers les marxistes-léninistes et commencent à prendre au sérieux leurs objectifs et leurs propositions.

• Lille

Bataille à gauche pour le pouvoir dans la communauté urbaine

Le 23 septembre, lors de la réunion de la CUDL (Communauté urbaine de Lille), les représentants du PS et du PCF se sont violemment affrontés. Les révisionnistes refusant de voter le nouveau programme d'aménagement routier, qu'ils avaient pourtant adopté en réunion de bureau du conseil, le ton monta très vite.

Le président, Notebart, socialiste style de Defferre, et le révisionniste Duhamel, se mirent à s'engueuler. A la suite de quoi Notebart suspendait la séance et retirait sur le champ leur délégation aux trois vice-présidents de la CUDL, membres du PCF.

Les révisionnistes du Nord, expulsés sans ménagement, sont dans l'émoi. Et Bocquet, secrétaire de la fédération du PCF du Nord, s'est empressé d'écrire à Mauroy, (député-maire de Lille, secrétaire national du PS) pour implorer son intervention.

Vaste agglomération (87 communes, plus d'un million d'habitants) basée sur une grande concentration industrielle, la communauté urbaine de Lille est politiquement et économiquement un gâteau de taille. Aussi, ces bagarres lilloises sont à replacer dans le cadre des disputes de la gauche dans sa course pour le pouvoir.

Télévision

20h 35 , mardi Antenne 2

La dolce vita

«La dolce vita» est un film de Fellini, réalisé en 1960. Il est à la charnière entre le néoréalisme et le cinéma italien actuel. Ce film montre la vie d'un journaliste, mêlé au monde du cinéma et de l'aristocratie romaine. Nous suivons le journaliste dans Rome dans les milieux du clergé, de l'aristocratie décadente et des parvenus bourgeois.

Ce film introduit le débat sur la décadence des sociétés. Certains comparent Fellini aux philosophes du XVIIIe siècle. Comme les philosophes de ce siècle, Fellini se trouve dans une époque charnière, dans un système qui est à la veille de grands bouleversements. A la différence des philosophes, il s'attarde plus à peindre la bourgeoisie décadente que les perspectives d'une société nouvelle. Le débat portera sur la «décadence d'une société». En fait, il ne s'agit pas de la décadence d'une civilisation, mais bien de l'agonie d'un système condamné, le système capitaliste qui en est à ses derniers soubresauts.

21h 55 , lundi Antenne 2

Le corps humain et son système de dèfense

Dans la série *«Portrait de l'univers»*, une émission très documentée sur le système de défense du corps humain. Comment les corps étrangers sont-ils identifiés, puis combattus ? Un professeur de *l'Institut Pasteur* participe à l'émission ; il explique le rôle des vaccinations. Une émission à regarder.

Disque

«chanter la vie, l'amour, la mort»
Les saisons et les rêves
Le travail et la grève
Aux champs, à l'usine, chaz vos efforts
La chanson peut tout dire
Le meilleur et le pire».

C'est le titre du dernier disque de Gilles Servat ; c'est aussi le titre d'une des chansons de ce disque, qui fait un peu figure de manifeste de la chanson au service des luttes. Le dernier couplet de cette chanson c'est :

«N'admirez donc plus l'individu bourgeois
Ne laissez pas sa classe parler à votre place
Prenez la tradition et marchez sur ces traces
C'est le peuple qui parle et c'est votre voix».

Ce disque est très riche. On trouve, entre autre, une chanson intitulée : *«Dépliant touristique»* dont voici le refrain :

«Solitaire, solitaire, c'est la chanson des patrons
Tous ensemble, tous ensemble, c'est le chant des ateliers qui lui répond».

«Madame la colline», c'est une chanson sur le remembrement.

A côté d'une chanson sur l'internement des Basques à l'île d'Yeu, voisine *«la complainte de la mine»* qui montre le cynisme des patrons à propos de ce qu'on appelle *«les accidents du travail»*.

Ce disque est le reflet des luttes des ouvriers et des paysans. C'est une critique du système capitaliste. De plus en plus, les camps se précisent, et les chanteurs doivent choisir soit de servir les exploiteurs, soit de soutenir le combat des travailleurs. Ce disque de Gilles Servat, malgré des insuffisances et des ambiguités (sur la question bretonne) est le reflet des luttes du peuple qui se développent.

* 33 tours chez Phonogram, commande Kalondour

Amérique latine

Malgré la répression, les luttes s'intensifient

• Brésil

Mardi dernier, à Sao Paulo, toute la police était mobilisée pour une vaste opération préventive visant à empêcher la tenue de la troisième réunion nationale des étudiants, convoquée pour jeudi.

La nuit, toute la cité universitaire était encerclée par un millier de policiers et des barrages de contrôle étaient établis sur toutes les voies qui y menaient.

Le colonel Dias, responsable de la sécurité dans l'État de Sao Paulo, déclarait, mardi soir, que tous ceux qui tenteraient de se rendre à cette réunion, seraient arrêtés et jugés pour atteinte à la loi sur la sécurité nationale.

Une manifestation d'étudiants au Brésil.

Cette réunion, organisée par les étudiants, avait pour but de reconstituer l'Union nationale des étudiants (UNE), interdite en 1964 par le gouvernement qui jugeait l'organisation trop «politisée».

En principe, elle aurait dû avoir lieu à Belo Horizonte, au début du mois de juin. La police avait arrêté 700 étudiants, 90 d'entre eux ont été par la suite jugés pour atteinte à la loi sur la sécurité nationale.

Les étudiants luttent, non plus pour des revendications à caractère universitaire uniquement, ils revendiquent le «rétablissement des libertés démocratiques et l'amnistie pour les prisonniers politiques».

Malgré toute la répression qui s'est abattue sur eux, les étudiants ont voulu organiser cette réunion et ils l'ont tenue à l'université catholique de Sao Paulo : 120 dirigeants étudiants, représentant 6 des 21 États du Brésil, ont pu se réunir durant deux heures.

Ils ont décidé la reconstitution de l'Union nationale des étudiants et ont rédigé un manifeste de protestation contre la répression policière.

Tout cela a peu se faire alors que, mercredi, 70 000 policiers avaient pris place autour de l'université pour interdire l'assemblée générale.

Le soir suivant l'assemblée, était organisée une manifestation. Un millier d'étudiants furent arrêtés. La police a fait alors savoir qu'elle libérerait aussitôt les étudiants de l'université catholique et qu'elle garderait les autres.

• Chili

Jeudi, le conseiller de l'ambassade chilienne en Belgique a affirmé qu'il n'y aurait que 893 personnes disparues au Chili. Or, certains ont dû quitter le pays clandestinement. Ce conseiller estime donc qu'on peut porter le nombre de disparus à 400, ce qui est peu pour lui. Il a ajouté innocemment : *«Ce n'est pas un chiffre énorme. Dans tous les pays du monde, il y a des personnes qui disparaissent»*. C'est tellement normal...

Or, les organisations à caractère humanitaire s'accordent à dire qu'il y a au moins 2 500 disparus.

Le même conseiller explique par la suite comment les militaires ont pris le pouvoir, le 11 septembre 1973 *«contre leur gré»*

• Colombie

En colombie, à Barrancabermeja, le centre pétrolier le plus important du pays, les ouvriers travaillant dans cette industrie se sont mis en grève, il y a maintenant plusieurs semaines. Depuis, l'armée occupe les lieux.

Jeudi a eu lieu une manifestation des ouvriers du pétrole auxquels s'étaient joints des professeurs et des étudiants. Elle a été violemment dispersée par les forces de l'ordre qui ont utilisé des grenades lacrymogènes.

28 personnes ont été arrêtées à la suite de la manifestation et condamnées immédiatement jusqu'à 4 mois de prison pour certains, sur décision du commandant militaire de Barrancabermeja.

Ces arrestations s'ajoutent aux nombreuses autres qui ont suivi la sanglante grève générale de mercredi 14 septembre où, selon les statistiques officielles, 2 236 personnes furent arrêtées à Bogota, 344 à Medelin , etc.

Ce renforcement de la répression a fait que la détermination des travailleurs s'est accrue. La répression sanglante n'a pas entrainé un arrêt des luttes, comme l'espérait le gouvernement, ainsi qu'on peut le constater avec la dernière manifestation des ouvriers du pétrole.

• Azanie

Des dizaines de milliers d'Africains aux obsèques de Steve Biko

Malgré les obstacles dressés par les autorités racistes d'Afrique du Sud, plusieurs dizaines de milliers d'Africains ont participé aux obsèques de Steve Biko leader nationaliste assassiné en prison par les racistes sud-africains.

Pour tenter de limiter la portée, internationale de ces obsèques, les autorités de Prétoria avaient empêché de nombreux cars loués par l'organisation nationaliste «Black Peoples'Convention» de quitter les grandes villes de Johannesbourg, Prétoria, et Le Cap. Selon les dépêches d'agences, on comptait au moins six barrages de police sur les 950 km séparant Johannesbourg du lieu des funérailles.

Les autorités racistes sud-africaines sont affolées devant les répercussions de leur crime. Car tout confirme que Steve Biko a bien été assassiné en prison. Même l'hebdomadaire sud-africain «Sundy-Express» a révélé ce dimanche que Steve Biko est mort des suites d'un traumatisme le 11 septembre , ce qui dément totalement la version des autorités racistes : celui qu'elles appellent leur ministre de la Justice avait en effet déclaré que Steve Biko était mort d'une grève de la faim et de la soif.

Mais les masses africaines ne sont pas dupes. Le nombre impressionnant des participants aux obsèques en a témoigné. C'est dans une stade comble de plusieurs dizaines de milliers de personnes qu'a été porté le cercueil de Steve Biko. Ce cercueil était orné d'un portrait en bas-relief de Steve Biko et de l'image symbolique de deux poings brisant des chaines surmontant l'inscription «Azania» (nom authentique du pays occupé par l'Afrique du Sud). Tandis que le cercueil était porté par des militants nationalistes, l'hymne national africain remplissait le stade ; des chants et des mots d'ordre pour l'indépendances et la liberté étaient lancés tel le mot d'ordre : «Une Azanie, une nation». Plusieurs orateurs ont alors pris la parole pour notamment appeler à poursuivre le combat de Steve Biko.

• Kampuchéa

Le Kampuchéa démocratique (le Cambodge) ne pourra pas voter à l'assemblée générale de l'ONU, en application de l'article 19 de la Charte de l'organisation qui stipule qu'un État membre, n'ayant pas payé sa cotisation pendant deux ans, voit son droit de vote suspendu.

Le Kampuchéa démocratique refuse de payer les 36 984 dollars qu'on lui réclame car il s'agit d'une dette contractée par le régime illégitime de Lon Nol.

Nouveauté

(Traduit du chinois)

Economie rurale en Chine

De la réforme agraire aux communes populaires

E-100 – L'exemplaire : 18 F

En vente aux librairies
Les Herbes sauvages – 70, rue de Belleville
75020 – Paris
La Force du livre – 33, rue René Leynaud
69001 – Lyon

Concessions et marchandages

Au fil des marchandages, les chiffres ont évolué.

Le PS propose la nationalisation des filiales contrôlées à 98 % par la maison-mère nationalisée, plus quelques trusts d'importance dite stratégique. Avant la négociation, il avance le chiffre de 100 filiales. Pendant la négociation de la semaine dernière, il serait allé jusqu'à 227 filiales nationalisables.

Le PCF, de son côté, a fait *trois concessions importantes pour lui* ; dès l'ouverture des négociations :

– tout d'abord, il a accepté que la petite phrase qui dérangeait les radicaux de gauche (les travailleurs peuvent demander la nationalisation de leur entreprise) soit amendée dans le sens proposé par Mitterrand, c'est-à-dire en ajoutant une restriction : dans le cadre de la Constitution (de la Ve République gaulliste, soit dit en passant).

– ensuite le nombre de filiales qu'il propose à la nationalisation est descendu de 1 450 à 1 008, puis à 729. C'est-à-dire des filiales contrôlées à 51 % par la maison-mère, plus quelques autres entreprises, non rattachées aux groupes nationalisables.

– mais surtout, dès avant la négociation, il avait renoncé à la nationalisation de deux des trois groupes importants qu'il voulait initialement rajouter à la liste de 1972 : Peugeot-Citroën et la compagnie pétrolière CFP. Il ne maintient que la sidérurgie.

Le PS se garde, pour d'éventuelles négociations, la possibilité d'allonger un peu la liste des entreprises dites stratégiques, définition vague par excellence : Thomson CSF, CIT-Alcatel, Pharmuka, Comurhex.

Le PCF, de son côté, se garde en réserve la possibilité de réduire sur le nombre des entreprises qu'il propose aujourd'hui, mais qui ne sont pas rattachées aux 9 groupes prévus au Programme de 1972 : 44 sociétés regroupées autour des groupes Pricel et Nobel-Bozel.

Les travailleurs de ces entreprises, en quoi sont-ils consultés sur ces trafics ? Marchais et Mitterrand se servent des 500 000 travailleurs concernés par la nationalisation des filiales, comme d'une monnaie d'échange au cours de leurs sommets à huis clos. De quoi faire réfléchir !

Nous avons appris avec regret le décés du Mme. Lucie Faure. Ce décés est survenu le 25 septembre à la suite d'une crise cardiaque. Mme Lucie Faure était âgée de 69 ans. Elle avait participé à la résistance anti-nazie. C'était également une amie de la République populaire de Chine où elle se rendit en 1958.

Pendant de longues années, Madame Lucie Faure fut membre de la présidence de l'Association des Amitiées franco-chinoises.

• Congrés des mutilés du travail

Pendant 5 jours 500 délégués, représentant 500 000 mutilés du travail et handicapés, ont tenu leur congrés aux Sables-d'Olonne. Ils ont tenu à faire connaitre une fois de plus l'ampleur des accidents du travail : un accident du travail toutes les 6 secondes, un accident mortel toutes les 35 minutes. Sur 13 625 000 salariés affiliés au régime général de la Sécurité sociale, il y a eu, en 1975, 1 113 000 accidents dont 1 906 ont été mortels. Le chiffre total des accidents mortels atteint en moyenne 4 000 par an. Ils ont également souligné la fréquence accrue des accidents dits «de trajet» dont le patronat, on le sait, voudrait ne plus financer l'indemnisation.

Ils se sont élevés en 1975 à 161 000 dont 1 039 mortels. *«Les premiers congrés des mutillés, a rappelé le porte-parole de la fédération, étaient pour l'essentiel axés sur l'indemnisation», mais aujourd'hui «la revendication numéro un sera le prévention».*

Ces accidents du travail qui font tant de mutilés et de morts sont l'un des grands fléaux du régime capitaliste. Il appartient non seulement aux mutilés déjà vicitimes du profit maximum, mais aussi à l'ensemble des travailleurs, de lutter pour imposer des mesures de sécurité et une diminution des cadences de travail qui seront seules susceptibles d'en diminuer le nombre et la gravité.

Nationalisations

L'ENJEU

L'enjeu pour le PCF et le PS

Les principales divergences qui ont entrainé l'arrét des négociations au sein de la gauche, portent sur les nationalisations. Au début de la réactualisation, le PCF proposait d'ajouter 3 grands groupes à la liste de 1972 : l'automobile, le pétrole, la sidérurgie. Il a reculé sur les deux premiers. Le débat n'en est même plus là. Aujourd'hui, il s'agit de savoir ce que l'on nationalise dans les 9 groupes prévus en 1972. Toutefois, la question de la sidérurgie reste en suspens.

Le PS propose de nationaliser les 9 groupes et 227 de leurs filiales, selon une proposition faite dans la nuit de jeudi à vendredi.

Le PCF propose de nationaliser les 9 groupes et 729 de leurs filiales. Plus la sidérurgie.

Que recouvre cette histoire de filiales ?

Prenons l'exemple d'un des 9 groupes : CGE.

Le PS propose de nationaliser les capitaux de cette société, placés dans les différentes filiales. Par exemple, de nationaliser les 72,7 % de capitaux que possède le groupe CGE dans la SAFT. Les autres capitaux restent privés. Il propose, par contre, de nationaliser toute l'entreprise, «les Câbles de Lyon», parce que la CGE y possède plus de 98 % des capitaux (99,9 %) et que le pourcentage qui reste est aux mains d'actionnaires nominaux rattachés à la CGE elle-même.

Le PCF propose lui aussi de nationaliser tous les capitaux de la CGE de toutes les filiales. Mais il fixe un autre seuil à la nationalisation complète d'une filiale : il demande de nationaliser complètement les filiales contrôlées à 51 % ou plus par la CGE. Dans cette proposition, la SAFT serait nationalisée à 100 %.

Quelle est la raison de cette divergence ?

Du strict point de vue économique, il n'y a pas une différence énorme. Le contrôle de l'État sur les monopoles se fait avant tout par les banques, dans un système capitaliste monopoliste d'État. Or, les banques seraient toutes aux mains d'un gouvernement de gauche. De plus, la force de l'État capitaliste serait alors beaucoup plus grande que celle de tel ou tel actionnaire privé et l'État pourrait contrôler une entreprise, même sans en avoir nationalisé 98 ou 51 % des capitaux (*).

La cause des divergences est d'ordre politique : qui dirigerait ces entreprises, ces capitaux, cette économie ?

Le PS compte avoir plus de voix, plus de députés et donc plus de pouvoir au gouvernement de gauche que le PCF. Le PCF compte s'appuyer sur tout l'appareil de permanents politiques et syndicaux (notamment CGT) qu'il a placés dès aujourd'hui dans les entreprises.

C'est pourquoi la question du chef d'entreprise nationalisée est aussi importante. Le PS propose de le faire nommer par le gouvernement. Le PCF propose de le faire élire par les «représentants des travailleurs», concrètement : les permanents syndicaux des instances qu'il tient en main.

La question du nombre des nationalisations et la question de leur direction sont inséparables. Ce que veut le PCF, s'est assurer son pouvoir en obtenant le plus grand nombre possible d'entreprises nationalisées ET la possibilité de les contrôler en faisant élire ses hommes au poste de PDG. Ce que veut le PS, c'est limiter ce pouvoir du PCF.

C'est sur la question de la gestion même du capitalisme que se heurtent les deux états-majors. Voilà pourquoi la lutte est si rude.

(*) Il suffit bien souvent, même aujourd'hui, qu'un trust possède seulement le tiers des actions pour faire la loi au conseil d'administration.

L'enjeu pour les travailleurs

L'enjeu pour les travailleurs peut se résumer ainsi : que le PCF ou le PS l'emporte, qu'avons-nous à y gagner ?

Les travailleurs de France ne peuvent avoir beaucoup d'illusions sur Mitterrand. Plusieurs fois ministre sous la quatrième République, flanqué aujoud'hui de vieux politiciens comme Defferre ou de jeunes technocrates comme Rocard, ce vieux cheval de retour, on l'a toujours trouvé contre les travailleurs, quand il était au pouvoir. De même que ses prédécesseurs comme Guy Mollet ou Jules Moch.

Les dirigeants du PCF savent cela. Et il n'y a pas longtemps, Fitterman rappelait (après les avoir longtemps cachées) toutes les trahisons, bien réelles, des socialistes au cours de l'histoire. Mais alors faut-il faire confiance à Marchais et Cie ? A un Programme commun où le PCF aurait une grande place ?

Le PCF, comme le PS, le disent, et c'est une évidence : nationaliser un large secteur de l'économie permet de renforcer le contrôle de l'État sur l'économie.

Mais voilà ! On vous dit aujourd'hui : la gauche fera des nationalisations *«démocratiques»*, les travailleurs participeront au pouvoir dans ces entreprises, l'État qui les contôlera sera de gauche, donc...

L'enjeu pour les travailleurs, c'est donc bien aussi le pouvoir. Cette «démocratisation» qu'on nous promet à tous les niveaux, cette «participation aux décisions», qu'en sera-t-il ? C'est ce à quoi nous répondrons dans notre prochaine édition.

(A suivre)

A NOUVEAU DISPONIBLE

«Etudions l'économie politique»

Tome 1 : Le Capitalisme
(traduit du chinois
E-100 – l'exemplaire : 22 F
En vente entre autre, aux librairies :
Les Herbes Sauvages – 70, rue de Belleville
75020 - Paris
La Force du livre – 33, rue René Leynaud
69001 - Lyon
et par correspondance à
E-100 – 24, rue Philippe de Girard 75010 - Paris

La presse révolutionnaire

La campagne de souscription lancée par l'Humanité rouge (60 millions avant la fin de l'année) est aussi une occasion pour nous de réfléchir sur ce qu'est un journal révolutionnaire, lié aux masses.

CE QU'EN DISAIT LENINE (1)

«Lorsque les maçons...»

Dans son œuvre «Que faire ?»,en 1902, Lénine s'est battu pour qu'existe en Russie, un journal national à parution régulière. Il prend deux images. La première est celle du fil tendu par le maçon pour se guider dans son travail, la seconde est celle de l'échafaudage.

«Dites-moi, s'il vous plait, lorsque les maçons posent en différents points les pierres d'un édifice immense, aux formes absolument inédites, ils tendent un fil qui les aide à trouver la place juste, leur indique le but final de tout le travail, leur permet de mettre en œuvre non seulement chaque pierre, mais même chaque morceau de pierre qui, cimenté, avec le morceau qui précède et celui qui suit, donnera la ligne définitive et totale».

L'édifice que nous construisons, c'est le parti du prolétariat. L'œuvre immense que dirigera ce parti, c'est la révolution prolétarienne en France.

Notre Humanité rouge doit être le *moyen principal* de notre propagande et de notre agitation politiques. Avant les tracts, les meetings, les discussions, l'arme dont nous disposons pour notre combat, c'est le journal.

Il faut que vive l'Humanité rouge quotidienne !

60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE !

La rentrée en Lorraine

LES MAITRES-AUXILIAIRES LUTTENT POUR L'EMPLOI

«Les effectifs sont stables et nous avons des possibilités d'emploi accrues pour les enseignants, nous devrions connaître une rentrée confortable». **Voilà comment s'exprime le recteur de l'académie Nancy-Metz.**

Ceci alors que la file de travailleurs de l'enseignement qui n'ont obtenu ni poste ni demi-poste, ne diminue pas dans le hall du rectorat.

On avance déjà le chiffre de 900 licenciements de maitres-auxiliaires, rien que pour la Lorraine.

Mais ceux-ci sont prêts à lutter pour l'emploi.

Le 14 septembre, à l'appel du collectif des MA, ils étaient une centaine aux abords du rectorat à Nancy. Au moment d'entrer dans le hall, les inspecteurs de police étaient là... Un des maitres-auxiliaires a été blessé.

Le collectif rassemble tous les matires-auxiliaires – syndiqués ou non – qui n'ont pas obtenu de poste : par exemple, le maitre-auxiliaire blessé est membre du SNES. Tout ça ne plait pas beaucoup aux pontes syndicaux. Mais le 14, ils sont allés plus loin. Ils se sont rangés du côté du recteur.

Voici le communiqué donné à la presse par le collectif :

«Les maitres-auxiliaires sont en droit de s'étonner que certains dirigeants syndicaux, présents pourtant sur les lieux, aient refusé de condamner la violence policière, qu'ils soient entrés au rectorat en refusnt de se faire accompagner par des maitres-auxiliaires, aidés en cela par les forces de police, sans même s'inquiéter de l'état de santé de notre camarade.

»Les maitres-auxiliaires présents devant le rectorat appellent leurs collègues à condamner les «violences» et à se rassembler dans les établissements pour que se réalise l'unité des enseignants et de leur organisation pour la satisfaction de la revendication des maitres-auxiliaires : un poste d'enseignement complet dans la discipline immédiatement»

Le vendredi 10 septembre, un meeting réunissait, à Nancy, dans l'après-midi, de 100 à 150 maitres-auxiliaires sans emploi. A la tribune, aucun maitre-auxiliaire pour parler des vrais problèmes, mais une brochette de dirigeants syndicaux qui n'avaient qu'une seule chose en tête : les échéances électorales de mars 1978».

«Ce n'est pas l'intérêt des maitres-auxiliaires que la droite reste au pouvoir en 78. Si la gauche passe, on abandonne la réforme Haby».

Il y avait même là le «camarade» Flageollet, membre du Secrétariat national du SNES *«qui sortait tout juste d'une réunion à Paris avec Haby».*

Ce qu'ils ont proposé pour la lutte :

«Le SNES s'occupera des maitres-auxiliaires syndiqués au SNES», «On examinera cas par cas» **comme le recteur !).**

«C'est grâce à notre lutte qu'il a été possible d'obtenir de nouveaux postes».

«De toute façon, tous les maitres-auxiliaires ne seront pas repris».

Bref, tout un programme pour diviser et démobiliser les travailleurs de l'enseignement qui sont au chômage.

Ces dirigeants syndicaux marrons, ils ont déjà des airs de futurs recteurs.

Ce ne sont pas leurs paroles creuses et leurs bulletins de vote qui donneront de quoi vivre aux maitres-auxiliaires chômeurs. Voilà pourquoi ces bourgeois récolteront la tempête !

Correspondant HR

Filatures et tissages de Bessé-sur-Braye (Sarthe)

Réintégration de tous les ouvriers

Beullac, ministre du Travail, vient d'autoriser le licenciement de 3 délégués des «Filatures et Tissages de Bessé-sur-Braye (FTB) qui avaient prticipé activement à la grève de 4 semaines en mars 77 (voir HR No 668). Les ouvriers occupaient l'usine pour 2 000 F par mois, le 13e mois et une prime de vacances. Le patron n'avait pas hésité à utiliser un commando de fascistes pour forcer les grilles et expulser violemment les ouvriers. Le patronat n'avait pas hésité à licencier 2 ouvrières et 3 délégués pour l'exemple. L'inspection du Travail, s'étant prononcé contre le licenciement des 3 délégués – le 25/4/77 – la direction a engagé un recours auprès de Beullac.

Beullac, bon successeur du sinistre Durafour, a autoriés les licenciements, en prenant comme prétexte les affrontements créés par le patron lui-même.

Ce que veut le patron, c'est liquider la section CGT des FTB, trop combative à son goût.

Voilà ce qu'est la réalité du droit de grève et de la liberté syndicale dans notre régime démocratique !

Dans un tract distribué avec des ouvriers des FTB, les communistes marxistes-léninistes déclarent : *«Camarades du comité de soutien, ouvriers de Bessé, employés, enseignants, aujourd'hui c'est le syndicat CGT de la Filature qui est attaqué, parce qu'il s'est battu contre le patron. Mais si on laisse faire, demain ce sera le tour du syndicat CGT des papeteries Arjomari-Prioux, déjà menacé par un syndicat patronal ou celui de Typolac. La lutte pour la liberté syndicale est la lutte de tous les travailleurs, syndiqués ou non, de toutes les usines, ateliers, écoles. Le seul moyen qui reste pour obtenir la réintégration des 2 ouvrières et des 3 délégués c'est d'engager une ACTION FERME pour obliger le patronat à les réintégrer».*

Unisssons-nous contre la classe patronale !

Réintégration de tous les ouvriers !

Correspondant HR

180 licenciements à la lainière de Roubaix

Depuis le remplacement de Claude Alain Sarre à la direction de La Lainière par Derveloy – polytechnicien qui a déjà eu l'occasion de faire parler de lui chez Bennel et Flipo dont il est PDG, ainsi que chez Lepoutre – des licenciements étaient en l'air. Le vendredi 23 septembre, la première charrette a été annoncée : 180 postes se décomposant comme suit :

– 60 cadres, 50 agents de maitrise, 70 employés.

Il commence à régner à La Lainière une effervescence nouvelle, accentuée par la proximité des élections syndicales. De tous les côtés, on fourbit ses armes ; du côté des ouvriers comme des patrons ; du côté des amis comme du côté des faux amis.

Ainsi, une brochette de zélus «communistes» est venue rappeler aux travailleurs que les licenciements pouvaient être évités s'il y avait une relance de la consommation... La bataille sera rude et d'envergure, les communistes marxistes-léninistes y seront présents.

Correspondant HR

ABONNEMENTS A L'HUMANITÉ ROUGE

QUOTIDIEN

	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT		**BIMENSUEL**
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

• Dubigeon – Nantes

Des milliers de travailleurs à la journée portes-ouvertes

Les ouvriers des chantiers Dubigeon-Normandie à Nantes (navale) sont en grève depuis le 8 septembre. Ils ripostent à une offensive de la direction des chantiers qui après des licenciements a voulu les contraindre à pointer quatre fois par jour à leur poste de travail.

Samedi, plusieurs milliers de personnes ont participé à la journée porte-ouverte en faisant fi de l'interdiciton prononcée paç le juge des référés qui menaçait même de faire intervenir les flics...

Pendant ce temps, la municipalité d'Union de la gauche de Nantes se déchire à propos du «soutien» aux grévistes. Chenard, le maire PS, propose ses bons offices pour être médiateur dans le conflit et Bureau, conseiller municipal PCF le dénonce. Lui veut «imposer des négociations». Des négociateurs bourgeois qui se disputent sur le dos des travailleurs !...

• Fos-sur-Mer – Solmer

Grève des nettoyeurs de SOTRASI et SOMAFER

Le 15 septembre les 200 travailleurs ouvriers en majorité immigrés de Sotrasi se sont mis en grève. Sotrasi est une entreprise de nettoyage qui travaille en sous-traitance pour Solmer. La direction emploie un grand nombre de travailleurs intérimaires certains depuis des années. Malgrés ces divisions, créés par la direction, et malgré la répression, les travailleurs de Sotrasi ont réussi à s'organiser. Ils ont créé une section CGT. Aujourd'hui ils sont en grève à 100 %.

Ils revendiquent :

– Le relèvement du salaire horaire à 12 F (actuellement ils sont au SMIC).

– L'augmentation de la prime de déplacement. Exposés dans leur travail aux poussières, à la chaleur et aux gaz nocifs, ils exigent l'amélioration des conditions de travail, l'installation de douches et de vestiaires et une prime de salissures.

Le 22 septembre, les ouvriers CFDT d'un service de Somafer (autre entreprise de nettoyage qui travaille à Solmer) se sont mis en grève totale pour des revendications équivalentes.

C'est un rude coup porté aux patrons de Sotrasi et Somafer. D'habitude, ils utilisaient l'épouvantail de la perte du marché Solmer, au profit du concurrent, pour briser les luttes.

Actuellement, les travailleurs discutent de l'extension de la grève à la totalité des services de Somafer.

Et de nombreux travailleurs sont conscients que pour faire lâcher les patrons, il faut réaliser l'unité des grévistes des deux entreprises.

SOTRASI-SOMAFER, même combat !

Français-immigrés une seule classe ouvrière !

•SNCF – Dijon

Encore un crime du capital

Le 19 septebre, un cheminot des ateliers de l'entretien de Perrigny est mort écrasé sous un bogies*. La direction a voulu faire porter la responsabilité de l'accident à ses camarades de travail, au chef d'équipe militant CFDT qui dénonçait depuis des mois les mauvaises conditions de sécurité, à l'ouvrier qui a effectué la fausse manœuvre.

Le médecin SNCF de l'établissement ne voulait au départ même pas arrêter ce travailleur trouvant «inadmissible qu'il soit traumatisé par la mort de son camarade». Ce monsieur, ancien médecin de la légion, s'est même permis le lendemain de la mort de notre camarade de déclarer à un comité paritaire que c'était les agents psychologiquement faibles qui étaient prédisposés aux accidents du travail. Ce qui en langage clair veut dire qu'il faut être un con pour se faire tuer au boulot.

Le délégué CGT à la sécurité a commencé quant à lui à ne voir là qu'une simple erreur de manœuvre. Mais les travailleurs ont réagi.

Le 21 au matin, la section CFDT distribuait un tract qui appelait à la riposte. En voici des extraits :

«Cette mort, Massironi, (chef d'établissement) et votre cliqué, vous l'avez sur la conscience.

«Inutile de tenter de mettre la responsabilité d'une soi-disant faute sur tel ou tel agent. Toutes les conditions étaient réunies pour qu'une «faute» arrive un jour, la seule faute, c'est :

– Le manque de place.

– Un sol non-adapté aux travaux.

– Des chandelles mobiles pour supporter des charges de plus de deux tonnes.

– Des portées de palan en surchage.»

A 11 h du matin, tous les ateliers débrayaient à 100 % à l'appel de tous les syndicats pour exiger de meilleures conditons de sécurité. Un débrayage aussi suivi ne s'était pas vu depuis au moins 10 ans dans ce secteur où la combativité était en baisse du fait de la présence d'une CGT longtemps hégémonique et de plus en plus dégénérée. (Allant jusqu'à appeler les patrons à la rescousse pour empêcher les cheminots marxistes-léninistes de distribuer un tract).

Aujourd'hui, les cheminots de Dijon sont décidés à lutter sur tous les chantiers contre les mauvaises conditions de travail et de sécurité, contre les chefs d'établissements et médiecins SNCF qui les justifient.

Correspondant HR Dijon

***Chariot à deux essieux sur lequel repose les chassis des wagons.**

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 2 e trimestre 1977